



Trans Europe Experts
Réseau européen d'Experts en Droit
European network of Legal Experts



Lettre annuelle

Paris, janvier 2015

Chers membres de TEE,

Après 5 ans d'existence, l'association *Trans Europe Experts* est fière des travaux déjà accomplis et de l'intérêt qu'elle suscite. TEE a remporté plusieurs appels d'offres, attire de nouveaux membres et de nouvelles compétences, publie régulièrement des travaux, dans sa propre collection ou ailleurs.

L'année 2014 a permis à TEE de continuer les travaux déjà commencés, mais aussi de répondre à de nombreuses consultations, de créer un nouveau groupe de travail : INTENSIV PRIV, qui réunit plusieurs pôles de compétences.

Le 6^{ème} Forum de TEE, qui aura lieu le 13 mars 2015, sera consacré aux enjeux juridiques européens.

Nous espérons que l'année 2015 sera riche en rencontres, échanges, opportunités mais aussi d'engagements avec l'Association, afin de contribuer à la construction d'une Europe pacifiée par le droit.

Toute l'équipe de Trans Europe Experts vous présente ses meilleurs vœux pour la nouvelle année 2015, en espérant qu'elle sera stimulante et pleine de projets avec TEE.

Bénédicte Fauvarque-Cosson & Judith Rochfeld
Présidentes de Trans Europe Experts



2014 EN QUELQUES MOTS

Trans Europe Experts est constitué de différents pôles d'activités. Ces pôles, rouages de l'Association ne fonctionnent que grâce aux membres de TEE, dont vous êtes. Voici quelques informations sur les activités de certains pôles en 2014 :

- **Pôle Droit des contrats, de la consommation et du commerce électronique**

Le pôle droit des contrats, de la consommation et du commerce électronique (CCC) a participé en 2013 au 2^{ème} Forum mondial des Sciences Sociales à Montréal. Ce forum avait pour thème « *Les transformations sociales à l'ère du numérique* ». La publication des travaux du pôle sur ces sujets ont été publiés durant l'année 2014. (joindre la référence aux Petites affiches)

De plus, le pôle a répondu à la consultation sur le réseau des autorités CPC (droit de la consommation), dirigée par Natacha Sauphanor-Brouillaud (<http://www.transeuropexperts.eu/documents/R%C3%A9ponse.pdf>).

Le pôle CCC a en outre participé au groupe de travail INTES-PRIV (Intensification des actions privées en matière de pratiques anticoncurrentielles); co-organisé avec les pôles concurrence et contrat.

Depuis janvier 2013, le pôle co-dirigeait le groupe de travail Données à caractère personnel. Cette co-direction a pris fin en 2014 avec notamment la publication d'un ouvrage (tome 9 collections Trans Europe Experts http://www.transeuropexperts.eu/documents/pub_vol_9_TEE_internet.pdf).

Concernant les appels d'offre durant l'année 2014, le pôle a là encore été réactif. En effet, en collaboration avec l'INC, le pôle CCC a déposé sa candidature à l'appel d'offre « Étude sur les pouvoirs des autorités chargées de veiller à l'application de la législation et les règles de procédure nationales dans le cadre de l'application du règlement (CE) n°2006/2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs ». Le contrat ne leur a malheureusement pas été attribué.

Le pôle a également déposé sa candidature en collaboration avec MATRIX pour l'appel d'offre: « An Economic study on the impact of differences in contract laws on online sales of goods and supply of digital content to consumers and SMES ». Finalement, la Commission n'a pas attribué le contrat, puisque la demande portait sur des statistiques.



- **Pôle propriétés intellectuelles**

Depuis 2011, le pôle est expert auprès du Parlement européen. L'équipe constituée à cet effet répond aux appels d'offre du Parlement pour mener des études portant sur les projets de réforme du droit de la propriété intellectuelle au sein de l'Union européenne.

Depuis janvier 2013, le pôle co-dirige avec le pôle droit des Contrats, Consommation, Commerce électronique (CCC), le groupe de travail « Données à caractère personnel ». Les travaux de ce groupe ont abouti à la rédaction d'un rapport final, remis aux autorités publiques française et européennes début 2014.

Le pôle a également participé, en collaboration avec le pôle CCC à la parution de l'ouvrage relatif aux propositions du groupe « Données à caractère personnel » aux éditions TEE/Sociétés de Législation Comparée sous la direction de Nathalie Martial-Braz. En février 2014, le pôle, qui avait constitué un groupe de travail en 2013, a répondu à la consultation de la Commission sur la révision des règles de l'UE en droit d'auteur.

De plus, lors du Forum annuel de TEE, à l'Assemblée nationale, le 14 mars 2014, plusieurs membres du pôle ont participé à la table ronde « *Données personnelles: les grande oreilles de l'Europe* » présidé par Judith Rochfeld.

Le Pôle a répondu à la consultation publique du Conseil national du Numérique : « *Croissance, innovation, disruption* » en décembre 2014. Enfin, le 14 décembre 2014, Nathalie Martial-Braz a participé à l'émission « Toute l'Europe! » sur France Bleu 107.1, au nom de TEE (<http://www.francebleu.fr/societe/toute-l-europe-sur-france-bleu-107-1/touteleurope-22>).

- **Pôle marchés et services publics**

A la suite du colloque organisé par le Professeur Stéphane de La Rosa, membre du pôle, à l'Université de Valenciennes, le 31 mai 2013 sur le thème « *Le projet de directive sur l'attribution des contrats de concession. Quelles conséquences pour les collectivités?* » le pôle a soutenu le Professeur Stéphane de La Rosa pour la publication d'un ouvrage collectif intitulé « L'encadrement des concessions par le droit européen de la commande publique. Les apports de la Directive 2014/23/UE sur l'attribution des contrats de concession » (volume 10 de la collection TEE aux éditions de la Société de la législation comparée. http://www.transeuropexperts.eu/documents/Vol10_Bon%20de%20commande.pdf



- **Pôle services financiers**

En 2013, le pôle avait procédé à l'analyse des paquets CRD IV (une directive 2013/36/UE et un règlement UE n°575/2013, du 26 juin 2013) et MIF (proposition de directive, réformant la directive 2004/3 et le règlement EMIR) qui modifient les règles relatives à l'activité bancaire et aux marchés financiers. Durant l'année 2014, le pôle a procédé à l'achèvement d'un ouvrage transversal sur ces nouvelles directives et règlements, en insistant sur les questions communes de la gouvernance et du contrôle.

- **Pôle droit de la concurrence**

Le pôle droit de la concurrence a concentré ses efforts sur un point faible de la politique européenne de concurrence : le « private enforcement » ou « actions mises en œuvre dans la sphère privée ». Il est désormais acquis que les actions en réparation sont un ressort important pour assurer une pleine effectivité des règles de concurrence, comme l'a déclaré la Cour de justice dans les arrêts Courage (2011), Manfredi (2006) et encore récemment Otis (2012). Une directive en soutien des actions en réparation, comprenant un encadrement des actions de groupe, avait déjà été annoncée par Neelie Kroes lorsqu'elle était Commissaire en charge de la concurrence. Mais les sources de blocage l'avaient emporté. Lorsque le Commissaire Almunia a lancé une initiative conjointe avec deux autres commissaires par une consultation publique en 2011, il est apparu utile d'y répondre.

A cette consultation publique qui était organisée par 3 Directions générales de la Commission européenne (Justice, Santé et consommation, Concurrence), TEE a apporté une réponse transversale, pilotée par le pôle de droit de la concurrence, en mobilisant les pôles Droit des contrats, Droit de l'environnement, Services financiers, Droit de la responsabilité, Justice civile, Droit de la santé, Droit des sociétés. Cette réponse a fait l'objet d'une publication : « *Cohérence européenne des recours collectifs, Réponse à la consultation publique de la Commission européenne* » sous la direction de Catherine Prieto (collection Trans Europe Experts, Société de législation comparée, 2011). http://www.transeuropexperts.eu/documents/Bon_de_commande_vol_2_TEE-2.pdf

Le groupe de travail transversal est resté attentif à l'évolution des prises de position françaises en vue de l'adoption d'une action de groupe. C'est ainsi qu'il a organisé une relation avec la DGCCRF un colloque en mars 2013 sur la présentation du projet soumis au Parlement. Ce colloque a fait l'objet d'une publication : « Sur la voie de l'action de groupe », Gazette du Palais, 16 mai 2013, numéro spécial.



Trans Europe Experts

Réseau européen d'Experts en Droit
European network of Legal Experts

Lors de l'adoption définitive du texte, ce groupe de travail sera prêt pour la publication d'un commentaire approfondi des dispositions françaises. Celles-ci seront mises en perspective avec les orientations européennes.

En 2014, le pôle droit de la concurrence poursuit ses efforts de recherche sur ce même axe du « private enforcement », tout en l'abordant d'une manière différente. Jusqu'alors, les actions en réparation ont été examinées dans une problématique transversale et commune à d'autres politiques européennes et d'autres branches du droit. Il s'agit maintenant d'examiner les problématiques spécifiques à la politique européenne de concurrence en associant économistes et juristes d'autres branches du droit au soutien d'une plus grande efficacité des articles 101 et 102 TFUE.

Le pôle TEE a donc constitué en 2014 un groupe de travail qui s'intitule INTENSIV-PRIV en partenariat avec l'Institut de Recherche juridique de la Sorbonne et des professeurs d'économie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. S'est adjoint le groupe de recherche du Professeur Florian BIEN de l'Université de Würzburg.

Ce groupe est dédié à l'intensification des actions privées en réparation des préjudices nés de la violation des articles 101 et 102 TFUE en vue de soutenir l'effectivité de ces règles. L'importance de cette thématique a été encore renforcée par l'adoption de la directive 2014/104/UE du 26 novembre 2014 relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des Etats membres et de l'Union européenne. Il est clair que l'intensification des actions privées doit être bien articulée avec l'action des autorités dans la sphère publique. C'est toute la difficulté à laquelle s'est attelée le groupe de travail.

Les rencontres mensuelles ont commencé au premier semestre 2014 et se poursuivent jusqu'en juin 2015. Les actes feront l'objet d'une publication à la fin de l'année et les conclusions seront présentées lors d'un colloque.

Parallèlement, le pôle Droit de la concurrence prépare une réponse à la consultation publique de la Commission européenne sur son paquet procédural. En effet, la Commission envisage d'apporter des modifications au règlement n°773/2004 et sur les communications relatives à l'accès au dossier, à la clémence et à la coopération avec les juridictions nationales. Cette réponse doit être fournie pour le 25 mars 2015.



LES EVENEMENTS DE TRANS EUROPE EXPERTS

- [Le 5^{ème} Forum Annuel](#)

Le 5^{ème} Forum Annuel de TEE a eu lieu le 14 mars 2014. Sous la forme de débats, différents thèmes d'actualités ont été traités, dont le principal était: « *Quels chantiers pour le Parlement européen?* ». Pour la première fois, le forum s'est déroulé à l'Assemblée nationale.

Après une courte présentation, le début d'après-midi a commencé avec l'intervention de Monsieur Alain Lamassoure, président de la Commission des budgets au Parlement européen, avec le thème « *Quels enjeux pour la démocratie européenne ?* ».

Par la suite, deux tables rondes ont été organisées. La première traitait le thème « *Qui peut être européen ?* » en matière de droit d'asile, d'immigration et de frontières en Europe. Plusieurs pôles de TEE ont pu débattre sur cette question. La deuxième table ronde regroupait également des juristes, dont des membres de TEE (avec les pôles PI), et des députés européens sur le thème : « *Les grandes oreilles de l'Europe: quel avenir pour la protection des données à caractère personnel des européens ?* ».

- [Conférence 20 novembre 2014 « Etats Unis, Canada, Europe : l'enjeu de la protection des données personnelles dans les discussions des partenariats de libre-échange »](#)

Cette conférence a pris place le 20 novembre 2014. Elle s'inscrit dans un cycle, nommé « *Les nouvelles sociétés numériques : quels équilibres dans la protection de l'innovation dans la vie privée et des libertés. Regards croisés euro-américains.* »

En partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, la FEPS, ESCP Europe, TEE a pris part au colloque sur l'enjeu de la protection des données personnelles dans les discussions de partenariats de libre-échange, à l'Assemblée nationale. Les professeurs Rochfeld et Martial-Braz, membres de TEE, ont notamment participé à la conférence.

- [Formation Westlaw](#)

Le 27 janvier 2014, dans les locaux de la bibliothèque Cujas, les membres de TEE ont bénéficié d'une formation au maniement de la base de données Westlaw, qui fait figure de référence incontournable en matière de sources pour la *Common law*. La formation a été menée par Monsieur DELSAER, de Westlaw.



- [Rencontre sur la Protection des données personnelles : un frein à l'économie numérique européenne?](#)

Cette rencontre a eu lieu le mardi 23 septembre 2014, au Palais Bourbon.

- [La matinée du Crowdfunding: Rencontres et Débats](#)

Les membres du groupe de travail « Crowdfunding », dirigé par Anne-Valérie Le Fur ont organisé une rencontre le vendredi 13 juin 2014. Cette rencontre s'est déroulée à la Bibliothèque Sainte-Barbe, rue Valette, à Paris. Le groupe de travail mis en place a poursuivi ses travaux et un ouvrage a été publié : « *Le cadre juridique du crowdfunding* »

(http://www.legiscompare.fr/siteweb/IMG/pdf/bon_de_commande_vol_11_TEE_internet.pdf).



A VENIR EN 2015

- [les conférences du cycle « Les nouvelles sociétés numériques : quels équilibres dans la protection de l'innovation dans la vie privée et des libertés. Regards croisés euro-américains »](#)

TEE, en partenariat avec la fondation Jean Jaurès, vous donne rendez-vous prochainement pour plusieurs conférences-débats, la première sur le thème : « *Faut-il défendre un protectionnisme numérique ?* », et la deuxième sur le thème : « *Protection de l'innovation versus protection des données personnelles?* ».

Les dates de ces rencontres vous seront communiquées.

- [Le 6^{ème} Forum Annuel](#)

Le Forum annuel de l'Association aura lieu le 13 mars 2015 à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. TEE se réunira autour du thème : « *Les enjeux juridiques européens* ».

Les inscriptions s'effectuent par mail à l'adresse suivante : [*contact@transeuropexperts.eu*](mailto:contact@transeuropexperts.eu).

Un programme vous sera prochainement adressé.



TEE : LES PÔLES DE COMPETENCE

Droit de l'insolvabilité : dirigé par Laura Sautonie-Laguionie

Discriminations et droits fondamentaux : dirigé par Stéphanie Hennette-Vauchez

Droit fiscal et comptable : dirigé par Dorothée Gallois-Cochet et Anne-Valérie Le Fur

Droit agro-alimentaire et rural : dirigé par François Collart-Dutilleul et Cécile Moiroud

Droit de la concurrence : dirigé par Catherine Prieto et David Bosco

Droit des contrats, de la consommation et du commerce électronique : dirigé par Martine Behar-Touchais

Droit des étrangers : dirigé par Marie-Laure Basilien-Gainche et Serge Slama

Droit immobilier : dirigé par Hugues Périnet-Marquet

Droit international privé : dirigé par Fabienne Jault et Sabine Corneloup

Droits fondamentaux et droit de la famille : dirigé par Laurence Brunet, Estelle Gallant et Vincent Egéa

Droit de la santé : dirigé par Anne Laude

Droit de l'environnement : dirigé par François-Guy Trébulle

Justice civile : dirigé par Soraya Amrani Mekki

Marchés et services publics : dirigé par Stéphane Rodrigues

Droit pénal : dirigé par Olivier Cahn et Valérie Malabat

Droit de la propriété intellectuelle et du numérique : dirigé par Célia Zolynski et Nathalie Martial-Braz

Droit de la responsabilité : dirigé par Mireille Bacache-Gibeili

Droit des services financiers : dirigé par Luc Grynbaum

Droit social : dirigé par Pascal Lokiec et Sophie Robin-Olivier

Droit des sociétés : dirigé par Bruno Dondero et Bernard Saintourens

Droit des sûretés : dirigé par Pierre Crocq



LES OUVRAGES DE LA COLLECTION TRANS EUROPE EXPERTS

Livre vert sur le droit européen des contrats – Réponses du réseau Trans Europe Experts, M. Behar-Touchais et M. Chagny (dir.), Collection Trans Europe Experts, Volume 1, édition Société de Législation Comparée

Cohérence européenne des recours collectifs – Réponse à la consultation publique de la Commission Européenne, Catherine Prieto (dir.), Collection Trans Europe Experts, Volume 2, édition Société de Législation Comparée

La citoyenneté européenne, B. Fauvarque-Cosson, J. Rochfeld et E. Pataut (dir.), Collection Trans Europe Experts, Volume 3, édition Société de Législation Comparée

Le cadre de la gouvernance d'entreprise dans l'Union Européenne – Réponse à la consultation publique de la Commission Européenne, V. Magnier (dir.), Collection Trans Europe Experts, Volume 4, édition Société de Législation Comparée

Mise en œuvre des instruments optionnels européens en droit privé, B. Fauvarque-Cosson et M. Behar-Touchais, Collection Trans Europe Experts, Volume 5, édition Société de Législation Comparée

Le droit commun européen de la vente, examen de la proposition de règlement du 11 octobre 2011, O. Deshayes (dir.), Collection Trans Europe Experts, Volume 6, édition Société de Législation Comparée

Les jeux en ligne en France et en Europe, Quelles réformes trois ans après l'ouverture du marché ?, M. Behar-Touchais, J. Rochfeld et A. de Guillenchmidt-Guignot, avec la participation d'A. Fournier, Collection Trans Europe Experts, Volume 7, édition Société de Législation comparée

Reforming the law of Obligations and Company Law - Réformer le droit des obligations et le droit des sociétés, O. Deshayes et W. Doralt (dir.), Collection Trans Europe Experts, Volume 8, édition Société de Législation Comparée

La proposition de règlement européen relatif aux données à caractère personnel : propositions du réseau TEE, sous la direction de Nathalie Martial-Braz, Collection Trans Europe Experts, Volume 9, édition Société de Législation Comparée

L'encadrement des concessions par le droit européen de la commande publique. Les apports de la Directive 2014/23/UE sur l'attribution des contrats de concession, sous la direction de Stéphane de La Rosa, Collection Trans Europe Experts, Volume 10, édition Société de Législation Comparée.



Trans Europe Experts

Réseau européen d'Experts en Droit

European network of Legal Experts

Le cadre juridique du crowdfunding – Analyses prospectives, sous la direction de Anne-Valérie Le Fur, Collection Trans Europe Experts, Volume 11, édition Société de Législation Comparée.

<http://www.transeuropexperts.eu/index.php?part=4>